

Bulletin du FMI

UN DOUBLE CHOC POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les économies africaines durement éprouvées par la flambée des cours des matières premières

Andrew Berg et Paulo Drummond
Département Afrique du FMI
1^{er} juillet 2008

- Dix-huit pays particulièrement éprouvés
- Les deux chocs alourdissent fortement la facture d'importation de nombreux États
- Un financement additionnel pourrait être déterminant

De nombreux pays africains subissent de plein fouet la crise mondiale des prix des carburants et de l'alimentation. La flambée des prix alimentaires en particulier frappe surtout les pauvres — qui consacrent souvent une très grande part de leurs dépenses à l'alimentation — et risque donc d'anéantir les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté, de cohésion sociale et, plus généralement, de développement.

La hausse des prix du carburant produit elle aussi des effets dévastateurs de diverses manières : elle fait monter le coût de la production agricole et aggrave donc la crise alimentaire. Pour de nombreux pays, la conjonction de ces deux chocs entraîne une augmentation considérable de la facture d'importation, ce qui risque de nuire à la stabilité macroéconomique, à la croissance et aux efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le Département Afrique du FMI a analysé les conséquences de l'évolution défavorable des prix pour la balance des paiements des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Il a ainsi établi une liste de 18 pays qui sont particulièrement éprouvés et qui, par conséquent, ont besoin d'urgence d'un soutien supplémentaire à la balance des paiements et au budget. Cette liste, qui n'est pas figée, reflète la situation des pays ainsi que les hypothèses de base au mois de mai 2008.

Des répercussions inévitables

Tout porte à croire que la hausse des prix des carburants et de l'alimentation va perdurer. Il est donc inévitable qu'elle finisse par se répercuter sur les prix intérieurs, sans que l'augmentation soit forcément immédiate. Plus généralement, les pouvoirs publics devront adapter leurs politiques, en particulier les politiques monétaires et budgétaires. Dans certains cas, le taux de change pourrait aussi jouer un rôle important. Dans ce contexte, un financement supplémentaire serait déterminant à deux égards :

- À court terme, un soutien extérieur additionnel destiné à financer le surcoût des importations peut donner aux pays le répit dont ils ont besoin pour procéder

progressivement aux ajustements nécessaires, ce qui en atténuera les effets économiques et réduira les pressions sociales. Ce soutien pourrait aussi permettre à certains pays d'afficher temporairement des déficits budgétaires plus prononcés afin de mettre en place une aide budgétaire ciblée en faveur des plus pauvres.

- À plus long terme, des dépenses budgétaires supplémentaires seront peut-être nécessaires pour promouvoir le développement de l'agriculture et mettre en place durablement des dispositifs de protection sociale. Ces dépenses pourront être financées en partie par l'augmentation des recettes intérieures ou la réduction d'autres dépenses, mais un financement concessionnel supplémentaire sera aussi indispensable. Les conditions auxquelles ce financement sera accordé devront tenir compte de l'endettement des pays; pour la plupart d'entre eux, cette aide devrait être consentie entièrement, ou très largement, sous forme de dons.

Un financement additionnel est indispensable

L'analyse du FMI a pour but d'identifier les pays qui, à brève échéance, auront sans doute le plus besoin d'un surcroît de financement concessionnel. En moyenne, l'évolution du prix des carburants et de l'alimentation a des effets prononcés sur la balance des paiements, mais ces effets varient énormément d'un pays à l'autre, en fonction de la structure des échanges commerciaux et de la situation de départ du pays.

Il convient cependant d'apporter deux nuances, car, s'il est justifié de s'intéresser avant tout aux pays les plus durement touchés par la hausse des prix, leur liste ne saurait être considérée comme figée. Premièrement, les seuils définis pour inscrire ou non un pays sur cette liste sont en partie arbitraires; certains pays actuellement en deçà de ces seuils connaissent bel et bien des besoins considérables et urgents. Deuxièmement, la liste se fonde sur les hypothèses de prix et la situation des pays en mai 2008, mais cette configuration évoluera avec le temps.

Sont inscrits sur la liste les pays où la hausse des prix des carburants et de l'alimentation en 2008 a eu, sur la balance commerciale, des effets dont l'ampleur a dépassé l'un des deux seuils suivants :

- *Soit*, 50 % des réserves internationales de début de période : **Érythrée, Éthiopie, Guinée, Libéria, Madagascar, Malawi, République démocratique du Congo et Zimbabwe.**
- *Soit*, 2,5 % du PIB, dans le cas des zones monétaires que sont [l'Union économique et monétaire ouest-africaine](#) et la [Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale](#) (pour lesquelles l'indicateur fondé sur les réserves internationales est moins significatif), à savoir **Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, République Centrafricaine et Togo**, et dans le cas des États dont les cadres institutionnels étaient particulièrement fragiles en début de période, à savoir **Burundi, Comores, Gambie et Sierra Leone.**

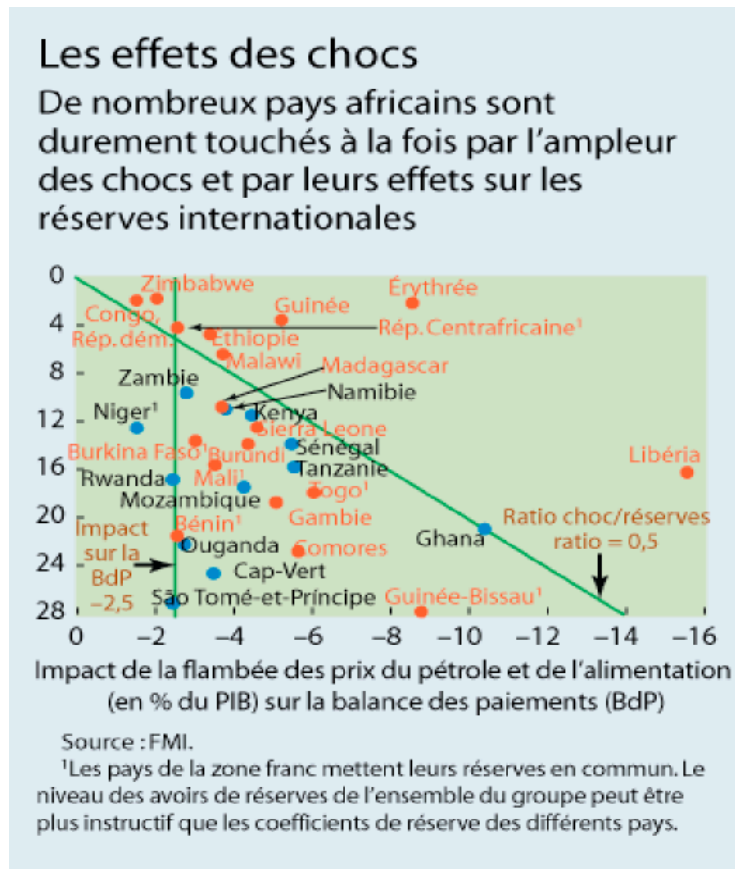
Pour Madagascar, le coût de la reconstruction après les catastrophes naturelles (cyclones) est aussi à prendre en compte. Dans le cas du Zimbabwe, les estimations sont entourées d'une grande incertitude en raison des problèmes d'accès aux données. Le Sénégal, qui remplit

le deuxième critère, n'est pas inscrit sur cette liste parce que d'autres facteurs ont influé sur la balance des paiements.

L'analyse est accompagnée de notes d'une page par pays, où la situation de chacun des 18 pays est replacée dans son contexte. On y constate que les pays ont connu des expériences très variées, comme l'illustrent les deux exemples ci-après.

En République Centrafricaine, la balance des paiements est fragilisée à la fois par la hausse des prix des carburants et celle des prix de l'alimentation. Face au surcoût de la facture d'importation (d'environ 2,5 % du PIB), le programme actuellement appuyé par le FMI a été [augmenté en juin](#).

Le [Malawi](#) est pénalisé surtout par la flambée du prix du pétrole ainsi que par la hausse du prix des engrais. L'effet négatif est de l'ordre de 4 % du PIB, ce qui représente plus de la moitié des réserves internationales.



Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey.